

## Somalie

### Intervention de Mme Anne Gueguen, représentante permanente adjointe de la France auprès des Nations unies, Chargée d'Affaires a.i. Conseil de sécurité - 21 août 2019

Madame la Présidente,

Je remercie nos intervenants et intervenantes pour leurs présentations très éclairantes. Je souhaiterais en particulier féliciter le Représentant spécial du Secrétaire général M. Swan pour ses débuts en Somalie et lui réaffirmer tout le soutien de la France. Je souhaiterais également remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général en charge des violences sexuelles en temps de conflits, Mme Patten, pour sa visite en Somalie et pour ses efforts pour lutter, avec toutes les parties, contre ces violences.

Inviter les représentants spéciaux en charge de questions thématiques à l'occasion de briefings sur une situation de conflit spécifique est une bonne pratique que nous devons répéter.

Madame la Présidente,

Je tiens tout d'abord à souligner que nous nous réjouissons de l'attitude coopérative adoptée par les autorités fédérales somaliennes avec le nouveau Représentant spécial. Nous souhaitons que ces bonnes relations se poursuivent et permettent d'aborder tous les sujets, notamment ceux liés au respect des droits de l'Homme et à l'Etat de droit. Nous souhaitons également que ces bonnes relations puissent s'étendre à toutes les entités onusiennes et notamment au panel d'expert du Comité de sanctions.

Je souhaiterais maintenant revenir sur trois points :

**1/ Tout d'abord, concernant la situation politique en Somalie**, la France demeure préoccupée par le blocage des relations entre le Gouvernement fédéral somalien et les Etats membres fédérés, blocage qui constitue un obstacle majeur à l'aboutissement de chantiers cruciaux pour la paix durable en Somalie. Je pense notamment 1) à la préparation et la tenue des élections de 2020-2021, 2) au processus de révision constitutionnel et au nécessaire accord sur le partage des pouvoirs et des revenus issus des ressources naturelles, 3) à la mise en œuvre du plan de transition sécuritaire, et 4) à la mise en œuvre de l'architecture nationale de sécurité

et à l'intégration des forces régionales dans l'armée nationale somalienne. Il est donc urgent que ce dialogue puisse reprendre.

La France est par ailleurs préoccupée par les tensions autour du processus électoral qui doit débiter demain au Jubaland, malgré les tentatives de médiation du Représentant spécial, de l'Union africaine et de l'IGAD. Dans ce contexte, nous appelons toutes les parties à faire preuve d'esprit de compromis pour parvenir à un accord sur un processus électoral unique, transparent et accepté par tous. Nous appelons également toutes les parties à ne pas recourir à la violence et à privilégier le dialogue pour résoudre leurs différends.

**2/ Concernant la situation sécuritaire – et ce sera là mon deuxième point** –, la France demeure préoccupée par la fréquence des attaques d'Al-Shabaab, notamment à Mogadiscio. Dans ce contexte, nous saluons les opérations menées par l'armée nationale somalienne dans le Bas Shabelle, avec le soutien de l'AMISOM et qui ont permis de reprendre des villes clefs à Al-Shabaab. Nous encourageons également les autorités fédérales somaliennes à intensifier leurs efforts en matière de génération de forces afin de pouvoir poursuivre ces opérations mais aussi accélérer la mise en œuvre du plan de transition sécuritaire de l'AMISOM vers les forces de sécurité somaliennes.

Concernant l'AMISOM, la France demeure attentive au respect des échéances fixées par la résolution 2472 adoptée en mai dernier, notamment au respect de la baisse du plafond de troupes de 1 000 personnels militaires d'ici au 28 février 2020. Si nous considérons que la reconfiguration de l'AMISOM doit être progressive et se faire dans les zones les plus stables du pays, nous estimons essentiel que les décisions du Conseil de sécurité soient respectées. C'est aussi la volonté exprimée par les Somaliens. Le plan de transition qu'ils ont élaboré leur permettra de prendre à terme leur destinée en main.

Par ailleurs, l'Union européenne entend poursuivre son appui à l'AMISOM, compte tenu de son rôle important pour la sécurité de la Somalie, avec un soutien financier significatif de 400 millions d'euros pour la période 2019-2020 ainsi qu'un soutien de 20 millions d'euros au profit des forces de sécurité somaliennes. Néanmoins, nous continuons de considérer que ce soutien doit s'inscrire dans le contexte de la transition et dans le cadre d'engagements mutuels que chaque partie doit respecter. De

manière générale, l'Union européenne ne peut pas continuer à financer seule les primes des soldats de l'AMISOM. Ce Conseil doit donc envoyer un message clair aux autres partenaires de la Somalie sur la nécessité de contribuer au financement de l'AMISOM.

**3/ Enfin, la situation humanitaire, le respect des droits de l'Homme et la lutte contre les violences sexuelles continuent d'être des motifs de préoccupation – et ce sera là mon troisième et dernier point.** Nous sommes préoccupés par la situation humanitaire en Somalie, qui s'est aggravée à cause de la sécheresse qui frappe le pays. Cette situation témoigne encore une fois de l'importance que nous devons continuer d'accorder à l'impact du changement climatique en Somalie et dans la Corne de l'Afrique.

Nous sommes par ailleurs gravement préoccupés par la persistance de nombreuses violations des droits de l'Homme et violences sexuelles commises en Somalie. Dans ce contexte, nous soulignons toute l'importance de la coopération entre les différents ministères somaliens pour permettre à la justice d'être rendue, qu'elle soit accessible et qu'une assistance soit apportée aux victimes. Nous appelons également l'ensemble des responsables locaux et religieux à s'engager afin que la loi sur les crimes sexuels soit adoptée et effectivement mise en œuvre sur l'ensemble du territoire.

Madame la Présidente,

Pour conclure, je souhaiterais réaffirmer que la stabilisation et le retour d'une paix durable en Somalie au bénéfice de l'ensemble des Somaliennes et des Somaliens demeurent une priorité pour la France.

Je vous remercie.